



## Le gouvernement brésilien de Bolsonaro accuse le journaliste Glenn Greenwald de «cybercrimes»

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2020

[wsws.org](http://wsws.org) 22 janvier 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Sans aucune nouvelle preuve ni même enquête, le bureau du procureur général du Brésil (Ministério Público Federal-MFP) a porté des accusations de complot criminel contre le journaliste d'investigation Glenn Greenwald, installé à Rio de Janeiro, pour son rôle dans l'utilisation de *chats* (conversations sur Internet) ayant fait l'objet d'une fuite pour exposer la corruption au cœur de l'enquête anticorruption dite Carwash (ou *Lava-Jato* en portugais) sur le système massif de pots-de-vin et de dessous-de-table qui était centré sur le géant pétrolier public Petrobras et impliquait l'ensemble de l'establishment politique brésilien.

Ces accusations représentent une escalade majeure des multiples attaques contre les droits démocratiques fondamentaux menées par le gouvernement du président fascisant brésilien Jair Bolsonaro.

Greenwald, le fondateur du site web *The Intercept Brazil* – une émanation de *The Intercept*, un site d'information américain qu'il avait fondé deux ans auparavant – a été accusé par le MFP d'avoir «directement aidé, encouragé et guidé» des personnes qui auraient eu accès à des *chats* en ligne entre les procureurs et d'autres fonctionnaires impliqués dans l'enquête Carwash.



*Le journaliste Glenn Greenwald assiste à une conférence de presse avant le début d'une manifestation de soutien en juillet de l'année dernière [Crédit: AP Photo/Ricardo Borges]*

Les accusations pénales, qui impliquent également Greenwald qui aurait «aidé, encouragé

et guidé» six autres personnes accusées d'avoir piraté les comptes de messagerie Telegram de hauts fonctionnaires impliqués dans Carwash, lancent une procédure judiciaire qui doit encore être approuvée par un juge pour continuer. Jusqu'à présent, ni Greenwald ni les pirates informatiques accusés n'ont été arrêtés.

Rien ne prouve que Greenwald ait participé à, ou facilité, un quelconque piratage, alors que les personnes accusées de piratage insisteraient sur le fait que les informations ont été obtenues à partir des comptes cloud de Telegram.

Le caractère politique des accusations est souligné par le fait que la police fédérale a mené une enquête l'année dernière sur la base des mêmes informations que celles utilisées actuellement pour inculper Greenwald et a refusé de porter des accusations. Le juge de la Cour suprême fédérale Gilmar Mendes a rendu en août dernier une décision interdisant toute enquête supplémentaire basée sur la réception, l'obtention ou la publication d'informations par Greenwald, en insistant sur le fait que cela «constituerait un acte de censure sans ambiguïté». Mendes a déclaré mardi que les nouvelles accusations représentent une violation de sa décision.

L'information publiée par Greenwald et de nombreuses autres personnes travaillant sur l'enquête journalistique d'*Intercept Brazil* a déclenché une tempête politique parce qu'elle impliquait le procureur en chef de Carwash, Sergio Moro, qui a ensuite été mis sur écoute par Bolsonaro en tant que ministre de la justice, dans l'encadrement inapproprié de l'accusation dans le procès contre l'ancien président du Parti des travailleurs (PT) Luiz Inácio Lula da Silva – plus connu sous le nom de Lula – et dans l'incitation du bureau du procureur général à abandonner les charges contre les politiciens d'autres partis impliqués dans le scandale des pots-de-vin et des dessous-de-table.

La condamnation de Lula pour avoir accepté des pots-de-vin d'un important entrepreneur brésilien du secteur de la construction a conduit à son emprisonnement en 2018, le disqualifiant comme candidat aux élections de 2018 et ouvrant sans doute la voie à la présidence de Bolsonaro.

Le procureur Wellington Oliveira a porté ces nouvelles accusations, accusant Greenwald d'association de malfaiteurs et de piratage illégal de téléphones. Il a affirmé que de nouvelles informations étaient apparues à la suite de l'enquête sur les ordinateurs des pirates présumés, impliquant le journaliste dans l'ordre de supprimer les messages qui lui étaient envoyés. Selon le procureur, il s'agissait là d'une preuve de «conduite claire de participation à un crime» et de «tentative de subversion de l'idée de protéger une source journalistique pour en faire une immunité pour guider les criminels».

Oliveira a déjà servi de chien d'attaque pour le régime de Bolsonaro, en portant des accusations contre le président du Barreau brésilien Felipe Santa Cruz pour diffamation à l'encontre de Bolsonaro. Santa Cruz était auparavant l'objet de la colère du président brésilien. Bolsonaro, un ancien officier de l'armée, a publié une vidéo disant que si Santa Cruz voulait savoir comment son père, un dissident politique qui a «disparu» sous la dictature, avait disparu, il pouvait le lui dire.

Interrogé par les journalistes, Bolsonaro a exprimé son hostilité viscérale envers Greenwald, un citoyen américain, en déclarant: «Il ne devrait pas être ici. Où est-il? Est-il au Brésil?» Pressée de savoir si l'accusation pénale n'était pas une attaque contre la liberté de la presse, la présidente fascisant du Brésil a répondu cyniquement: «Vous ne croyez pas au

système judiciaire?»

Les articles de Greenwald de 2013, basés sur des documents divulgués par l'ancien employé sous-traité de l'Agence de sécurité nationale Edward Snowden, ont remporté un prix Pulitzer. Il a joué un rôle clé dans les révélations de Snowden sur l'espionnage massif et anticonstitutionnel de la NSA auprès du public américain et mondial. Le lanceur d'alerte de la NSA a été inculpé en vertu de la loi sur l'espionnage, potentiellement passible de la peine de mort, pour avoir dénoncé les actes criminels du gouvernement. Il vit en exil forcé en Russie depuis plus de six ans.

Il y a des similitudes frappantes entre les accusations portées contre Greenwald au Brésil et les accusations portées contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, actuellement emprisonné dans la tristement célèbre prison de haute sécurité de Belmarsh, à Londres, et qui risque d'être extradé vers les États-Unis, où il est accusé d'espionnage et risque la prison à vie pour avoir dénoncé les crimes de guerre des États-Unis. Comme pour Greenwald, Assange est accusé de «conspirer» avec la courageuse lanceuse d'alerte de l'armée américaine, Chelsea Manning, pour avoir obtenu illégalement les informations accablantes des ordinateurs du Pentagone que WikiLeaks a rendues publiques.

Étant donné l'affinité idéologique entre les présidents fascistes du Brésil et des États-Unis, il y a tout lieu de soupçonner que la persécution de Greenwald est motivée non seulement par la colère du gouvernement brésilien à propos des révélations du Carwash, mais aussi par celle de Washington à propos des révélations concernant l'espionnage de la NSA.

Greenwald a publié une déclaration mardi, déclarant: «Nous ne serons pas intimidés par ces tentatives tyranniques de faire taire les journalistes». L'*Intercept* a déclaré: «Il n'y a pas de démocratie sans une presse libre, et les défenseurs de la presse du monde entier devraient être profondément préoccupés par la dernière action autoritaire de Bolsonaro.»

La plainte pénale contre Greenwald a été largement dénoncée au Brésil. Le Parti des travailleurs (PT), l'opposition politique présumée de Bolsonaro, a publié une déclaration disant qu'il se tenait «du côté de Greenwald» contre «l'érection d'un État policier». La loi sur la cybercriminalité en vertu de laquelle Greenwald est accusé a été introduite par le gouvernement du PT en 2012.

Entre-temps, Rodrigo Maia, président de la Chambre des députés et chef du Parti démocratique d'extrême droite (DEM), a qualifié ces accusations de «menace pour la liberté de la presse». Le DEM est le successeur de l'ARENA, le parti politique créé par la dictature militaire qui a dirigé le pays de 1964 à 1985, écrasant la liberté de la presse et assassinant des journalistes

La Fédération nationale des journalistes du Brésil (Fenaj) a dénoncé les accusations portées contre Greenwald et a mis en garde contre «la menace de restrictions à la liberté de la presse, principalement lorsqu'elles sont en conflit avec les autorités constituées». Elle a accusé le bureau du procureur général de se livrer à «une forme d'intimidation du journaliste et de menace contre l'activité journalistique.»

La fédération a insisté sur le fait qu'il n'appartient pas aux journalistes de déterminer la légalité de la manière dont les informations qu'ils reçoivent ont été obtenues, mais de vérifier leur exactitude avant de les rendre publiques. «L'intérêt public et la recherche d'une information vraie sont les moteurs du journalisme, et aucun professionnel ne peut être

dénoncé comme suspect d'avoir commis un crime juste parce qu'il honore l'engagement de sa profession.»

L'organisation d'avocats Prerogativas, qui regroupe les plus éminents avocats de la défense en matière pénale du pays, a publié une déclaration exprimant son «indignation» face aux accusations, mettant en garde: «Cette accusation porte violemment atteinte à la liberté de la presse en cherchant à imposer une responsabilité pénale à un journaliste pour son activité professionnelle. Cette accusation constitue une dangereuse escalade dans la montée de l'autoritarisme, ainsi qu'une consécration de l'utilisation politique du processus pénal et de la fragilité de notre démocratie.»

**Bill VanAuken**

Article paru en anglais, WSWS, le 22 janvier 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Bill Van Auken](http://Bill Van Auken), [wsws.org](http://wsws.org), 2020

---

Articles Par : **[Bill Van Auken](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)